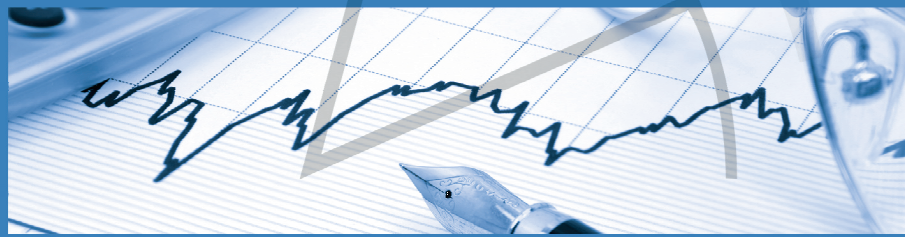


Insee Conjoncture

Haute-Normandie



N° 5

Mai 2015

Le bilan économique
Des signes d'amélioration encore
insuffisants pour l'économie
régionale en 2014

Comme chaque année, différentes composantes du système statistique public se sont associées pour présenter leur lecture économique de l'année 2014.

Piloté par l'Insee, le bilan a été réalisé en partenariat avec :

- le pôle des statistiques publiques de la mission «administration et gestion des données» de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ;
- le service régional de l'information statistique et économique de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) ;
- le service des études prospectives et de l'évaluation statistique de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) ;

Qu'ils en soient tous ici vivement remerciés.

Harmonisée entre toutes les régions, ce bilan économique est le premier publié dans la nouvelle ligne éditoriale de l'Insee, initiée en 2014. Il est composé de chapitres thématiques, volontairement courts et synthétiques et une synthèse chapeaute l'ensemble.

Ces contributions interviennent de façon complémentaire et cohérente pour dresser un bilan économique d'une année 2014 malheureusement encore difficile malgré quelques signes avancés d'amélioration.

Bonne lecture.

Le directeur régional de l'Institut national de la statistique et des études économiques
(INSEE) Haute-Normandie

Jean-Christophe FANOUILLET



Sommaire

Contexte régional	4
Des signes d'amélioration encore insuffisants	
Emploi	6
En 2014, la Haute-Normandie perd près de 2 500 salariés	
Chômage	8
La hausse du chômage s'atténue en Haute-Normandie en 2014	
Démographie d'entreprise	10
Hausse des créations d'entreprise après trois années de repli	
Agriculture	12
Pluie normande et géopolitique influencent l'année agricole	
Construction	14
Fort repli dans la construction	
Tourisme	16
En 2014 la fréquentation hôtelière, en repli au début de l'été, est relancée en fin de saison	
Transport	18
L'activité portuaire en baisse, malgré le dynamisme des conteneurs	
Définitions	20

Contexte régional

Des signes d'amélioration encore insuffisants

Jean-François Eudeline, chef du service des études et de la diffusion, Insee Haute-Normandie

Comme au niveau national, l'année 2014 n'a pas vu d'amélioration économique significative. La plupart des indicateurs restent mal orientés : l'emploi marchand continue de baisser et le chômage augmente toujours. La progression de l'intérim et le dynamisme des créations d'entreprises pourraient cependant être des signes avancés d'une amélioration de la situation en 2015, dans un contexte international et national plus favorable.

L'intérim limite les pertes d'emploi

À l'image de la tendance nationale, l'emploi salarié marchand baisse de 0,6 % en Haute-Normandie en 2014 (- 2500 postes), une baisse des effectifs toutefois moins forte que les années précédentes. Cette inflexion est due à la forte reprise de la demande d'intérimaires (+ 10,8 %). Hors

Emploi salarié par département et par secteur
En %

	Glissement annuel		
	Eure	Seine-Maritime	Haute-Normandie
Industrie	-1,3	-2,0	-1,8
Construction	-3,9	-2,6	-2,9
Tertiaire marchand	-0,7	+0,7	+0,4
dont :			
Commerce	-0,3	-0,4	-0,4
Intérim	-3,7	+19,0	+10,8
Total	-1,2	-0,4	-0,6

Note : données corrigées des variations saisonnières.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

l'intérim, la baisse de l'emploi se poursuit sur le même rythme que les années précédentes. Les pertes d'effectifs affectent l'ensemble des secteurs d'activité. La construction (- 2,9 %) est affectée par la baisse d'activité du secteur. L'emploi dans le tertiaire marchand hors intérim baisse de 0,5 % contre - 1,7 % en 2013. Dans ce secteur, seuls l'hébergement-restauration et les services aux entreprises gagnent des effectifs. L'emploi industriel est en baisse de 1,8 %, avec une baisse marquée dans les matériels de transport (- 4,8 %).

Le taux de chômage en fin d'année a augmenté de 0,1 point, une hausse plus contenue qu'au niveau national (+ 0,4 point). Fin 2014, la Haute-Normandie compte 105 500 demandeurs d'emploi sans activité (catégories A), soit une augmentation de 2,1 % sur un an, contre 5,4 % en France métropolitaine. Cette hausse mesurée est compensée par la forte augmentation des demandeurs qui cumulent emploi et chômage (+ 7,9 % pour les catégories B et C), en lien avec le dynamisme de l'intérim.

La montée en puissance des dispositifs d'emplois aidés comme les emplois d'avenir, permet l'amélioration de la situation des jeunes sur le marché du travail. La demande d'emploi des moins de 25 ans baisse ainsi de 1,8 % (en catégorie A). En revanche, les demandeurs d'emploi seniors, ainsi que les chômeurs de longue durée, sont plus nombreux qu'en 2013.

Après trois années consécutives de baisse, le nombre de créations d'entreprises progresse de 6,5 %, avec 10 800 créations en 2014. Ce rebond est la conséquence de la forte hausse des créations de sociétés (+ 10,3 %) et d'auto-entreprises (+ 9,0 %). Après deux années consécutives de hausse, le nombre des défaillances d'entreprises baisse légèrement de 0,6 % en 2014.

La construction décroche

Alors qu'elles avaient bien résisté les années précédentes, les autorisations de construire des logements sont en forte chute de 30 % en 2014 (- 11 % au niveau national). Les ventes de logements neufs ont baissé de 10 %. Soumis à cette demande en berne et à un stock de logements surabondant, les promoteurs immobiliers ont fortement réduit les nouveaux programmes (- 64 %). Pour les locaux d'activité, les permis de construire sont toujours moins nombreux (- 12 %).

La faiblesse de l'activité économique a pénalisé le secteur des transports. L'activité portuaire est en repli (- 0,6 % pour Le Havre, - 3,2 % pour Rouen et - 5,5 % pour Dieppe), uniquement soutenue par le trafic de conteneurs. Le transport routier de marchandises baisse de 6,2 %.

Entre météo défavorable, entraînant baisse des rendements et de la qualité, et baisse des cours, l'année 2014 est défavorable aux productions végétales. Les éleveurs laitiers s'en sortent mieux grâce à la forte demande mondiale, notamment chinoise. Ces tendances s'inversent cependant en fin d'année.

En 2014 les hôtels haut-normands ont bénéficié d'une hausse de leur fréquentation de 0,6 %. Sous l'effet d'une météo peu favorable, la fréquentation touristique estivale a été très terne (- 3,2 % de nuitées de mai à août 2014 par rapport aux mêmes mois de 2013) mais la belle arrière-saison a permis de compenser ce déficit. La région a particulièrement attiré la clientèle étrangère (+ 2,1 % pour les hôtels et + 0,8 % pour les campings). ■

Contexte national

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Département de la conjoncture, Insee Direction Générale

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents. Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux *stimuli* extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar. Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

L'économie française croît faiblement

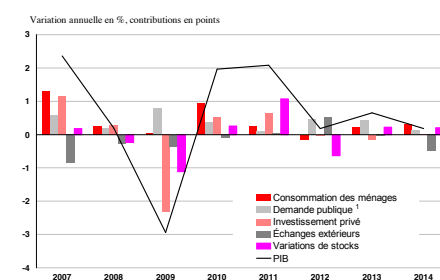
En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après +0,7 % en 2013. La demande intérieure hors stocks est le

principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de +0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+0,6 % après +0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (-6,9 % après +0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+2,0 % après +0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (-5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (-1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (-0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+2,4 % après +1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+3,8 %, après +1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (-0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+0,5 % après +0,7 %), les services non marchands (+1,0 % après +1,2 %) et l'agriculture (+8,5 % après -1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie

1. Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB



1. Y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.
Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

fortement (-2,1 % après +2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (-3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (-2,1 % après +2,2 %).

Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+1,1 % après -0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+1,1 % après +0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de nouveau nettement (0,0 % après +0,8 % en 2013).

L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement en moyenne annuelle (-0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013).

Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014	
	2012	2013	2014	En milliards d'euros (volume chaîné)	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	+0,2	+0,7	+0,2	2 060,9	+0,2
Importations	+0,7	+1,7	+3,8	630,1	-1,2
Consommation effective des ménages, dont :	+0,2	+0,6	+0,9	1 464,8	+0,7
- dépense des ménages	-0,3	+0,4	+0,6	1 094,9	+0,3
- dépense individualisable des administrations	+1,5	+1,6	+1,6	546,0	+0,4
Consommation collective des administrations publiques	+1,4	+1,9	+0,8	175,9	+0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	+0,2	-0,6	-1,2	443,1	-0,3
- entreprises non financières	-0,2	+0,5	+2,0	248,8	+0,2
- ménages	-2,1	-1,5	-5,3	98,8	-0,3
- administrations publiques	+1,8	+0,1	-6,9	75,2	-0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,6	+0,2	+0,2	10,0	+0,2
Exportations	+2,5	+1,7	+2,4	593,6	+0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Emploi salarié

En 2014, la Haute-Normandie perd près de 2 500 emplois salariés

En 2014, en Haute-Normandie, la baisse des effectifs salariés se poursuit, mais à un rythme moindre qu'en 2013. En dehors des intérimaires dont le nombre augmente fortement, le nombre d'emplois diminue dans les principaux secteurs d'activité. Si les pertes sont moins élevées qu'en 2013 dans la construction et le tertiaire marchand hors intérim, elles s'accroissent dans l'industrie.

Étienne Silvestre, Insee Haute-Normandie

En 2014, l'emploi salarié dans les secteurs principalement marchands continue de baisser en Haute-Normandie (*figure 1*). La région perd près de 2 500 salariés (- 0,6 %), une baisse cependant nettement moins marquée qu'en 2013 (- 1,5 %) et 2012 (- 1,6 %) mais qui reste un peu plus élevée qu'au niveau national (- 0,5 %). Par rapport à 2013, la région bénéficie d'une meilleure progression du nombre d'intérimaires et d'un moindre reflux de l'emploi salarié hors intérim.

L'intérim soutient fortement l'emploi

Alors que l'emploi intérimaire est stable cette année en France métropolitaine (*figure 2*), il progresse vivement en Haute-Normandie (+ 10,8 %). La région crée ainsi 2 150 emplois de ce type, un dynamisme que seule la Corse surpasse (+ 36,5 %). L'année précédente, l'intérim avait également progressé mais dans une moindre mesure (+ 4,2 %). Au final, l'emploi intérimaire est proche du niveau qu'il avait en 2011, l'année 2012 ayant été particulièrement dure (- 11,5 %). Hors intérim, la région perd 4 600 salariés (- 1,2 %), un déficit moins élevé que l'année dernière (- 1,8 %) mais qui concerne à nouveau tous les grands secteurs d'activité, construction en tête.

Tous les grands secteurs d'activité sont touchés

En Haute-Normandie, comme en France métropolitaine, 2014 est la sixième année consécutive de baisse de l'emploi salarié dans la construction (*figure 3*). Cette année encore, l'activité du secteur ralentit dans la région avec des mises en chantier en diminution de 16,2 % pour les logements et de 19,4 % pour les locaux non résidentiels. La construction haut-normande se sépare de presque 1 300 salariés. Ces pertes sont toutefois moins élevées qu'en 2013 et relativement moins importantes qu'au niveau national (- 2,9 % contre - 3,5 %).

L'industrie perd 2 100 salariés cette année (- 1,8 %), un fléchissement plus important qu'au niveau national (- 1,2 %), et qui s'accroît chaque année depuis 2011 (*figure 4*). L'emploi dans l'industrie automobile décline franchement (- 4,8 %) tandis que les effectifs reculent de 2,1 % dans le secteur des biens d'équipement comme dans celui des autres branches industrielles. En revanche, l'emploi dans le secteur de l'énergie se stabilise, après une année 2013 durement marquée par la cessation de la raffinerie Pétroplus. Il en est de même pour l'emploi agro-alimentaire. Dans la région en 2014, l'emploi salarié du tertiaire marchand hors intérim recule

encore alors qu'il progresse légèrement au niveau national (+ 0,3 %). La Haute-Normandie perd près de 1 250 salariés dans ce secteur (- 0,5 %), un recul cependant moindre que l'année précédente (- 1,7 %). Les pertes s'amplifient dans les services financiers et la logistique mais elles s'atténuent dans le commerce : 300 salariés de moins en 2014 contre 1 300 en 2013. Par ailleurs, les effectifs de l'hébergement-restauration progressent (+1,4%) après une sévère chute l'année précédente (-4,7%).

L'Eure, département le plus touché

La Seine-Maritime perd un peu plus de 1 100 salariés en 2014 (-0,4%) , une régression moins forte que dans l' Eure (*figures 5 et 6*) où la perte est d'un peu plus de 1 300 salariés (-1,2%). L'intérim y progresse vivement (+ 19,0 %) tandis que les effectifs hors intérim diminuent (- 1,2 %), en particulier dans la construction automobile (- 6 %) et la logistique (- 1,6 %). Dans l'Eure le nombre d'intérimaires baisse (- 3,7 %) alors que l'emploi salarié hors intérim résiste un peu mieux qu'en Seine-Maritime. La construction recule davantage (-3,9% dans l' Eure contre -2,6% en Seine-Maritime) mais l'industrie décline moins (- 1,3 % contre - 2,0 %) et le tertiaire marchand hors intérim est presque stable. ■

Pour en savoir plus :

- « L'emploi marchand recule au troisième trimestre 2014 » / Insee - In : Informations rapides N° 281 (2014, décembre), 2p
- « L'emploi stabilisé au quatrième trimestre grâce à l'intérim » / Insee Haute-Normandie ; Catherine Sueur - In : Insee Conjoncture Haute-Normandie N° 4 (2015, avril), 4p

www.insee.fr/fr/regions/Haute-Normandie rubrique Tableaux de bord de la conjoncture

1 Emploi salarié par département et par secteur

Emploi salarié par département et par secteur
en %

	2014 T4 (milliers)		Glissement annuel				Total
	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	dont Commerce	dont Intérim		
Eure	109,6	-1,3	-3,9	-0,7	-0,3	-3,7	-1,2
Seine-Maritime	300,7	-2,0	-2,6	0,7	-0,4	19,0	-0,4
Haute-Normandie	410,3	-1,8	-2,9	0,4	-0,4	10,8	-0,6

Note : données corrigées des variations saisonnières.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

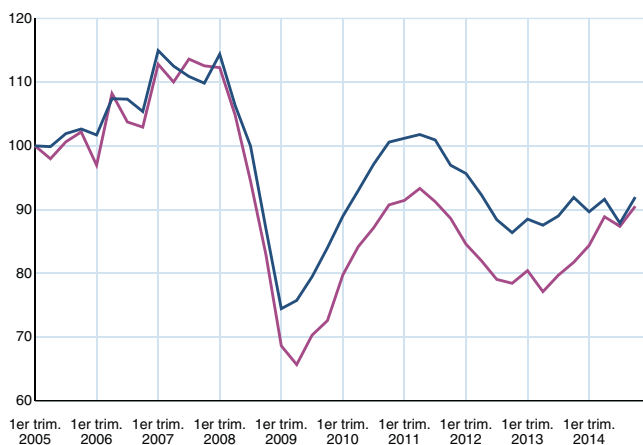
Source : Insee, estimations d'emploi.

2 Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire

Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire

— Haute-Normandie — France métropolitaine

en indice base 100 au 2005 T1



Note : données CVS.

Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre.

Source : Insee, estimations d'emploi.

3 Emploi salarié des secteurs principalement marchands

Emploi salarié des secteurs principalement marchands
en %

Secteur d'activité (NAF rév. 2) 2008	2014 T4 (en milliers)	Glissement annuel		Glissement annuel moyen 2013/2008 (1)	
	Haute-Normandie	Haute-Normandie	France métropolitaine	Haute-Normandie	France métropolitaine
Industrie	115,2	-1,8	-1,2	-2,5	-2,0
Industrie agro-alimentaire	14,2	0,3	0,1	-0,6	-0,4
Energie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	14,9	0,2	1,0	-0,6	0,2
Biens d'équipement	14,4	-2,1	-1,4	-3,5	-2,8
Matériels de transport	12	-4,8	-2,7	-4,0	-2,0
Autres branches industrielles	59,7	-2,1	-1,7	-2,7	-2,9
Construction	42,2	-2,9	-3,5	-2,1	-1,5
Tertiaire marchand	252,9	0,4	0,1	-0,8	0,3
Commerce	72,5	-0,4	-0,5	-0,7	-0,2
Transports	44,5	-1,3	-0,5	-1,1	-0,3
Hébergement - restauration	17,9	1,4	0,8	-0,4	0,9
Information - communication	6,7	-1,4	0,8	-1,9	0,3
Services financiers	16,7	-1,3	0,5	0,2	0,2
Services immobiliers	5,9	-1,4	-0,1	-1,0	-0,5
Services aux entreprises	48,7	0,2	0,8	-0,8	0,9
Services aux ménages	17,9	-1,6	0,8	-1,2	0,7
Intérim	22,1	10,8	0,1	-0,3	1,1
Total	410,3	-0,6	-0,5	-1,4	-0,4

Note : données CVS.

(1) : glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

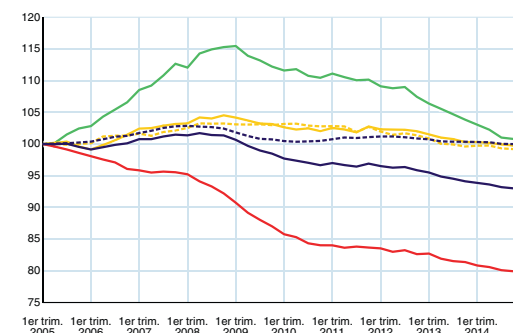
Source : Insee, estimations d'emploi.

4 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Haute-Normandie

Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Haute-Normandie

— Industrie
— Construction
— Tertiaire principalement marchand hors intérim
— dont Commerce
— Emploi hors intérim Haute-Normandie
— Emploi hors intérim France métropolitaine

en indice base 100 au 2005 T1



1er trim. 2005 1er trim. 2006 1er trim. 2007 1er trim. 2008 1er trim. 2009 1er trim. 2010 1er trim. 2011 1er trim. 2012 1er trim. 2013 1er trim. 2014

Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

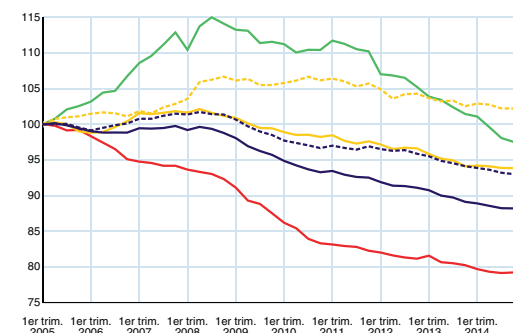
Source : Insee, estimations d'emploi.

5 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans l'Eure

Eure - Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands

— Industrie
— Construction
— Tertiaire principalement marchand hors intérim
— dont Commerce
— Emploi hors intérim Eure
— Emploi hors intérim Haute-Normandie

en indice base 100 au 2005 T1



1er trim. 2005 1er trim. 2006 1er trim. 2007 1er trim. 2008 1er trim. 2009 1er trim. 2010 1er trim. 2011 1er trim. 2012 1er trim. 2013 1er trim. 2014

Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

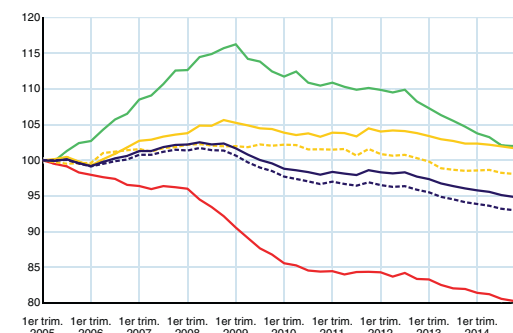
Source : Insee, estimations d'emploi.

6 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la Seine-Maritime

Seine-Maritime - Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands

— Industrie
— Construction
— Tertiaire principalement marchand hors intérim
— dont Commerce
— Emploi hors intérim Seine-Maritime
— Emploi hors intérim Haute-Normandie

en indice base 100 au 2005 T1



1er trim. 2005 1er trim. 2006 1er trim. 2007 1er trim. 2008 1er trim. 2009 1er trim. 2010 1er trim. 2011 1er trim. 2012 1er trim. 2013 1er trim. 2014

Note : données CVS.

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Chômage

La hausse du chômage s'atténue en Haute-Normandie en 2014

En 2014, dans un contexte économique difficile en Haute-Normandie, comme au niveau national, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté mais à un rythme moins soutenu qu'en 2012 et 2013. La mobilisation des dispositifs de politique de l'emploi permet de ralentir la progression du chômage, en particulier pour les jeunes grâce aux emplois d'avenir. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans sans activité (catégorie A) recule de 1,8 % en 2014. Le taux de chômage haut-normand se stabilise en fin d'année 2014 à 11,0 %.

Laïla Bentoudja, Direccte Haute-Normandie, Service Études, Statistiques et Évaluation

Fin 2014, la Haute-Normandie compte 164 100 demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B ou C), soit une augmentation de 4,1 % sur un an (*figure 1*), ce qui constitue une progression moins forte que les années précédentes (+ 5,0 % en 2013, + 7,4 % en 2012). La dégradation du marché du travail s'atténue en Haute-Normandie en 2014, alors qu'au niveau national le rythme de progression se maintient pour le moment (+ 6,4 % en 2014 après + 6,1 % en 2013 et + 8,6 % en 2012 pour les catégories A, B ou C).

Deux-tiers des demandeurs d'emploi n'ont déclaré aucune activité au cours du mois (catégorie A), soit 105 500 personnes à fin 2014. L'effectif de cette catégorie a augmenté de 2,1 % en 2014, après deux années de hausse (+ 4,7 % en 2013 et + 10,0 % en 2012). Un tiers des demandeurs d'emploi cumule situation d'emploi et chômage (catégories B ou C). Leur nombre connaît une évolution importante en 2014 : + 7,9 % sur un an. Cette augmentation de l'emploi précaire peut être rapprochée de la hausse du recours au travail temporaire enregistré dans les agences d'intérim haut-normandes. En moyenne mensuelle en 2014 le volume de postes équivalents temps plein (ETP) s'élève à 20 600, soit une augmentation de 9,2 % par rapport à 2013.

Le nombre de demandeurs d'emploi augmente de façon quasi-similaire dans les deux départements, avec respective-

ment + 4,2 % et + 4,0 % dans l'Eure et la Seine-Maritime en catégories A, B ou C, et + 2,4 % et + 1,9 % pour la seule catégorie A.

Le chômage des jeunes recule en Haute-Normandie

En Haute-Normandie, la demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans est stable pour les catégories A, B ou C (+ 0,1 %) et diminue de 1,8 % pour la catégorie A, alors qu'en France métropolitaine elle augmente de 2,9 % pour les catégories A, B ou C et 1,4 % pour la catégorie A. Le repli est particulièrement sensible pour les jeunes seinomarsins : - 0,5 % en catégories A, B ou C et - 2,8 % en catégorie A. Ce changement de tendance est imputable en partie à la forte mobilisation des politiques de l'emploi envers ce public (*figure 3*) et notamment les emplois d'avenir, dispositif destiné aux jeunes faiblement diplômés ou sortis du système scolaire sans diplôme, avec 3 130 nouvelles entrées en Haute-Normandie en 2014 (974 nouveaux bénéficiaires dans le secteur marchand et 2 156 dans le secteur non-marchand).

Dans la région, 12 000 personnes bénéficient des principaux dispositifs d'emplois aidés (contrats uniques d'insertion et emplois d'avenir). Les prescripteurs ciblent en priorité les publics sensibles pour lesquels les difficultés à trouver un emploi sont accrues lorsque la conjoncture économique est défavorable : les jeunes, les seniors, les travailleurs handicapés, les demandeurs d'emploi de longue durée et les bénéfi-

ciaires du revenu de solidarité active. Ces dispositifs permettent de freiner la progression de la demande d'emploi grâce à la reprise d'une activité durable ou non durable. Aussi, si la demande d'emploi des seniors a augmenté de 7,9 % à fin 2014 pour les catégories A, B ou C, le rythme de progression est cependant moins élevé qu'en 2013 (+ 10,4 %) ou en 2012 (+ 13,2 %). Par ailleurs, les demandeurs d'emploi de longue durée sont plus nombreux en 2014, bien que leur effectif progresse moins fortement que les années précédentes : 78 400 personnes sont concernées, soit près de 48 % de l'ensemble des demandeurs en catégories A, B ou C.

Le taux de chômage se stabilise en fin d'année

Le taux de chômage haut-normand (au sens du bureau international du travail) se stabilise au quatrième trimestre à 11,0 % de la population active après avoir atteint 10,7 % au deuxième trimestre (*figure 4*). Sur un an, le taux de chômage progresse de 0,1 point en Haute-Normandie contre 0,4 point en moyenne nationale, réduisant ainsi l'écart entre le taux de chômage régional et le taux de chômage national, passant de 1,3 point d'écart à 1,0 point d'écart. Le taux de chômage de l'Eure est traditionnellement moins élevé qu'en Seine-Maritime (respectivement 10,7 % et 11,2 % à fin 2014), mais il augmente plus sur un an (+ 0,3 point contre + 0,1 point en Seine-Maritime). ■

Pour en savoir plus :

- « Hausse du chômage plus marquée à Bernay et à Vernon-Gisors au quatrième trimestre 2014 » / Insee Haute-Normandie ; Julien Delamare - In : Insee Flash Haute-Normandie N° 18 (2015, avril), 2p
Site internet Insee : [www.insee.fr/fr/regions/Haute-Normandie/Publications/Insee Flash Haute-Normandie](http://www.insee.fr/fr/regions/Haute-Normandie/Publications/Insee%20Flash%20Haute-Normandie)
- « Note de conjoncture nationale, mars 2015 « Un peu de carburant pour la consommation et pour les marges » / Insee - In [www.insee.fr/fr/rubrique Thèmes/conjoncture/analyse de la conjoncture](http://www.insee.fr/fr/rubrique/Themes/conjoncture/analyse%20de%20la%20conjoncture)

Données trimestrielles régionales : www.insee.fr/hn

1 Taux de chômage

Taux de chômage
en % de la population active

	2013	2014			Évolution 4e trim. 2014 / 4e trim. 2013 en points de %	
	T4	T1	T2	T3		
Bure	10,4	10,4	10,3	10,5	10,7	+0,3
Seine- Maritime	11,1	11,1	10,9	11,1	11,2	+0,1
Haute- Normandie	10,9	10,9	10,7	11	11	+0,1
France métropolitaine	9,6	9,7	9,7	9,9	10	+0,4

p : données provisoires.

Note : données CVS.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

2 Demandeurs d'emploi en fin de mois en Haute- Normandie

Demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeurs d'emploi au 31/12/2014 (en milliers)		Évolution 2014/2013 (en %) (1)	
	Catégories A, B ou C	Catégorie A	Catégories A, B ou C	Catégorie A
	Hommes	81,9	56,7	+4,1
Femmes	82,2	48,9	+4,1	+1,8
Moins de 25 ans	30,9	20,3	+0,1	-1,8
25 à 49 ans	98,4	61,3	+4,1	+1,5
50 ans ou plus	34,8	23,9	+7,9	+7,3
Inscrits depuis un an ou plus	78,4	nd	+7,8	nd
Haute- Normandie	164,1	105,5	+4,1	+2,1
France métropolitaine	5 291,80	3 552,90	+6,4	+5,4

nd : données non disponibles.

(1) : évolution de l'indicateur entre le 31/12/2013 et le 31/12/2014

Note : données brutes.

Sources : Pôle emploi ; DARES.

3 Nombre d'entrées dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi

Nombre d'entrées dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi
En nombre et %

	2013	2014 (p)	Évolution 2014/2013 (en %)
	Contrats en alternance		
Contrats de professionnalisation	nd	nd	///
Contrats d'apprentissage du secteur privé	7 931	8 252	+4,0
Emplois aidés du secteur marchand			
Contrat unique d'insertion -			
Contrat initiative emploi (CUI-CIE)	1 492	1 508	1,1
Emplois d'avenir	899	974	8,3
Emplois aidés du secteur non marchand			
Contrat unique d'insertion -			
Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) (1)	13 681	9 999	-26,9
Emplois d'avenir	2 340	2 156	-7,9
Mesures d'accompagnement des jeunes			
Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)	6 596	5 917	-10,3

p : données provisoires.

/// : absence de donnée due à la nature des choses.

(1) : les contrats aidés CUI-CAE de 2013 ont une durée de 6 à 24 mois et ceux de 2014, une durée de 12 à 24 mois.

Note : extraction en avril 2015.

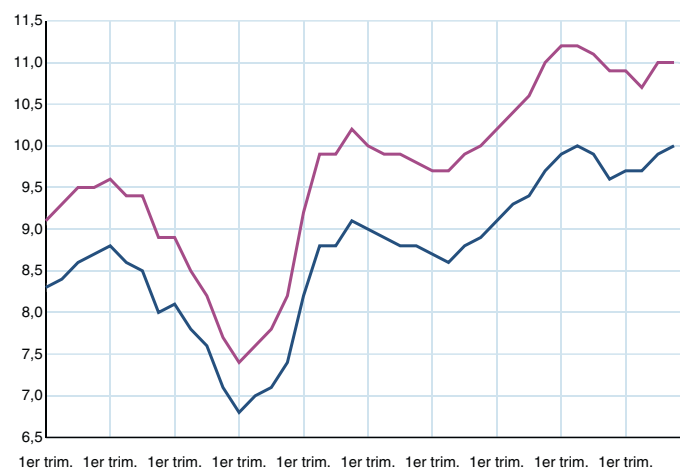
Source : DARES.

4 Évolution trimestrielle du taux de chômage

Évolution trimestrielle du taux de chômage

— Haute-Normandie — France métropolitaine

en % de la population active



Note : données CVS.

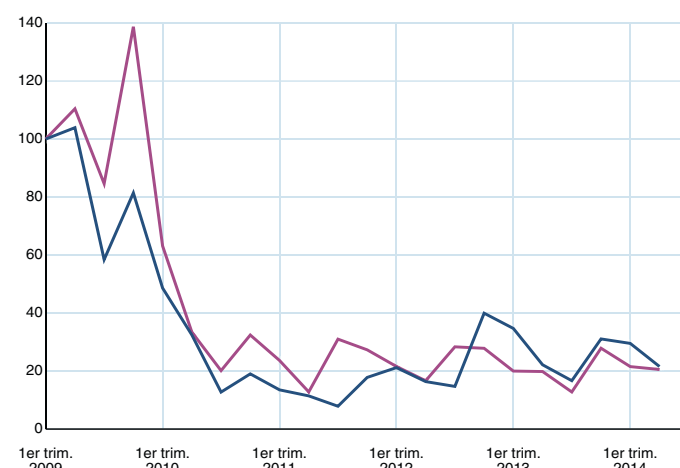
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

5 Heures consommées d'activité partielle en Haute-Normandie

Heures consommées d'activité partielle

— Haute-Normandie — France métropolitaine

en indice base 100 au 2009 T1



Note : données brutes, hors conventions FNE et APLD (activité partielle de longue durée).

Source : DARES-DGEFP, extraction Sinapse.

Démographie d'entreprise

Hausse des créations d'entreprises après trois années de repli

Après trois années consécutives de baisse, le nombre de créations d'entreprises progresse en 2014. Les secteurs de la construction, de l'industrie et des services aux entreprises sont les plus dynamiques.

Après avoir connu un fort essor l'année précédente, les créations d'entreprises individuelles s'essouffent un peu, voire diminuent dans certains secteurs. En 2014, a contrario, les créations de sociétés connaissent un réel engouement et le nombre de nouvelles auto-entreprises progresse de nouveau.

Après deux années de fortes hausses, les défaillances sont moins nombreuses dans l'ensemble. Néanmoins, elles continuent d'augmenter dans l'industrie, la construction et les services aux particuliers.

Laurent Brunet, Insee Haute-Normandie

En 2014, en Haute-Normandie, 10 769 nouvelles entreprises sont apparues. Cela représente 653 unités de plus qu'en 2013, soit une progression de 6,5 % (*figure 1*), deux fois supérieur à celui de France métropolitaine. Ce regain de créations d'entreprises s'observe aussi bien en Seine-Maritime que dans l'Eure. Cette embellie succède à trois années défavorables.

L'auto-entrepreneuriat stimule la création d'entreprises

La construction, l'industrie et les services aux entreprises sont les activités les plus dynamiques en matière de créations (*figure 2*). Dans la construction, la progression est de 11,7 %, le nombre de créations passant ainsi de 1 519 à 1 697. Cette hausse est majoritairement due aux auto-entreprises sachant qu'elles sont déjà les plus nombreuses parmi les créations (690 sur les 1 697). Concernant l'industrie, la hausse observée du nombre de créations est de 9,7 % (plus forte croissance dans l'Eure qu'en Seine-Maritime), soit 563 créations en 2014 (50 unités de plus par rapport à l'année précédente). La contribution à cet essor est exclusivement portée par les auto-entreprises (six sur dix), alors que les créations de sociétés et d'entreprises individuelles baissent. Dans le secteur des services aux entreprises (activités financière et d'assurance, information et

communication, etc.), on recense 2 911 entreprises nouvelles, soit 224 de plus que l'année dernière. Majoritairement, les nouvelles entreprises sont des auto-entreprises, une sur trois des sociétés. Le secteur d'activité groupant « commerce, transport, hébergement et restauration » enregistre également une hausse, mais modérée, des créations. Dans ce secteur, les créations de nouvelles entreprises individuelles chutent, freinant ainsi la hausse d'ensemble. Enfin, dans le secteur des services aux particuliers (activités créatives, récréatives, sportives, de loisirs, etc), le nombre de créations d'entreprises progresse peu.

Stabilité des défaillances dans l'ensemble

Après deux années consécutives de hausse, le nombre de défaillances d'entreprises amorce une très légère décroissance en 2014 (*figure 3*). Ainsi, on recense 1 552 défaillances, contre 1 382 en 2012 et 1 562 en 2013, soit un rythme de baisse de -0,6 % (idem à l'échelle de la France métropolitaine). Mais la situation est contrastée entre les deux départements haut-normands : les défaillances baissent en Seine-Maritime (-4,3 %) alors qu'elles progressent dans l'Eure (+8,0 %). Même si les entreprises sont moins souvent en

situation de défaillance, certaines activités dérogent à cette tendance favorable. Ainsi, en 2014, on compte plus de défaillances dans l'industrie et dans les services aux particuliers (*figure 4*) que l'année précédente, alors qu'à l'échelle de la France métropolitaine les défaillances sont en repli. Dans la construction, on constate une hausse aussi bien sur le territoire régional que national.

Une démographie active dans les secteurs en crise

En 2014, en Haute-Normandie, l'industrie et la construction sont les deux secteurs qui font l'objet d'un « renouvellement » plus élevé de leur tissu productif car ils combinent un accroissement plus fort de créations et de défaillances d'entreprises. Dans ces secteurs les plus touchés par la crise, il est vraisemblable qu'une partie des personnes ayant perdu leur emploi ont créé par la suite une entreprise sous le statut de l'auto-entrepreneuriat.

Pour en savoir plus :

- « Hors auto-entreprises, les créations d'entreprises augmentent en 2013 » / Olivier Filatriau et Véronique Batto, division Infrastructures et répertoire statistiques - In Insee Première N° 1485 (2014, janvier), 4p
- « Reprise des créations d'entreprises haut-normandes au premier semestre 2014 » / Insee Haute-Normandie ; Marielle Viersac - In : Insee Flash Haute-Normandie N° 12 (2014, décembre), 2p
- « Démographie des entreprises - Moins d'auto-entrepreneurs et plus d'entreprises à responsabilité limitée » / Insee Haute-Normandie ; Laurent Brunet - In : Le bilan économique 2013 en Haute-Normandie (Insee) (2014, mai) 24p

1 Créations d'entreprises par département

Créations d'entreprises par département en %

	Entreprises		Régime	Ensemble	Évolution 2014/2013
	Sociétés	individuelles hors auto-entreprises	d'auto-entrepreneur		
Eure	6,9	1,0	10,2	3 759	7,2
Seine-Maritime	11,9	-5,6	8,3	7 010	6,0
Haute-Normandie	10,3	-3,3	9,0	10 769	6,5
France métropolitaine	4,4	-2,9	3,5	534 454	2,6

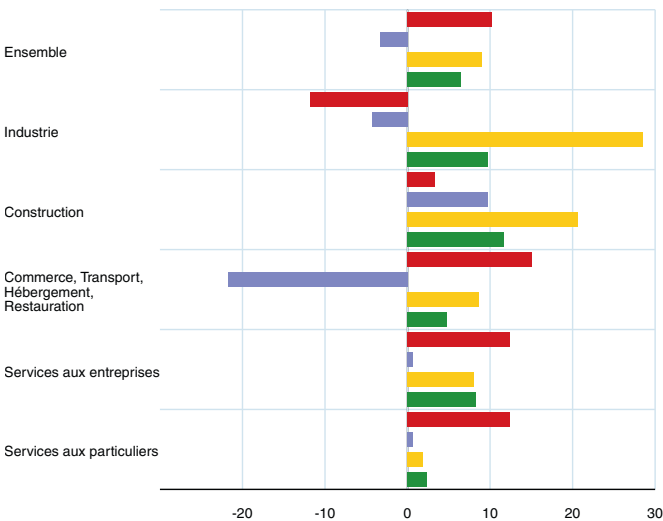
Note : données brutes.
 Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.
 Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

2 Évolution annuelle du nombre de créations d'entreprises entre 2013 et 2014 dans la région Haute-Normandie

Évolution annuelle du nombre de créations d'entreprises entre 2013 et 2014 dans la région Haute-Normandie

- Sociétés
- Entreprises individuelles hors auto-entreprises
- Auto-entreprises
- Ensemble

en %



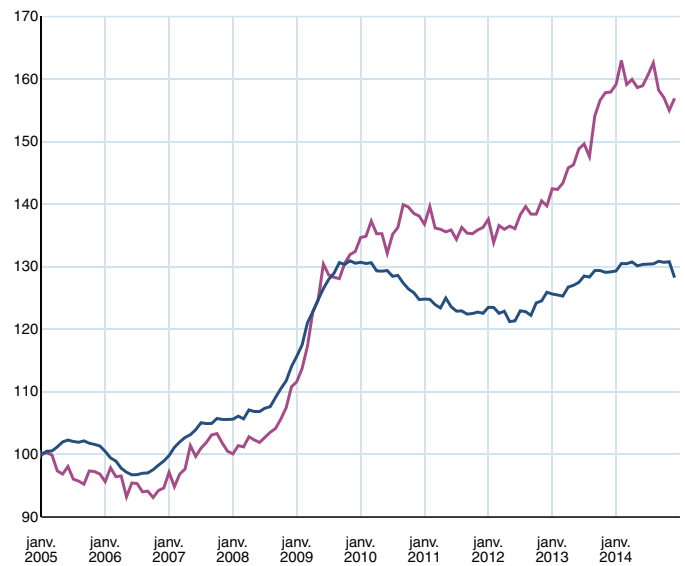
Note : données brutes.
 Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.
 Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

3 Évolution des défaillances d'entreprises dans la région Haute-Normandie

Évolution des défaillances d'entreprises dans la région Haute-Normandie

- Haute-Normandie
- France métropolitaine

en indice base 100 en janvier 2005



Note : données brutes, en date de jugement. Chaque point correspond au cumul des 12 derniers mois.

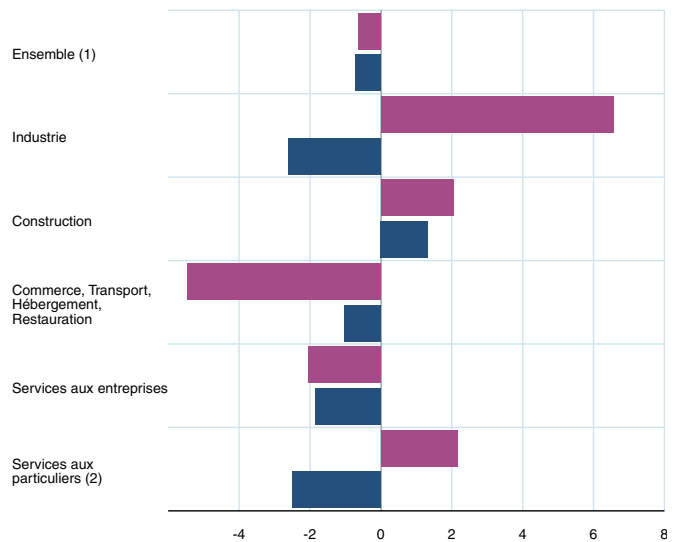
Source : Banque de France, Fiben (extraction du 9/2/15).

4 Évolution annuelle des défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité entre 2013 et 2014 dans la région Haute-Normandie

Évolution annuelle des défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité entre 2013 et 2014 dans la région Haute-Normandie

- Haute-Normandie
- France Métropolitaine

en %



(1) : y compris agriculture.
 (2) : hors administration publique, activités des ménages en tant qu'employeurs et activités extra-territoriales.

Note : données brutes, en date de jugement.

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 9/2/15).

Agriculture

Pluie normande et géopolitique influencent l'année agricole

Une moisson réalisée entre deux averses, le cours du blé en baisse et pas d'effet de compensation avec les autres cultures, 2014 n'est pas un grand cru pour les productions végétales. La situation est plus favorable pour l'élevage. Le prix du lait augmente et avec lui la production. Alors que la géopolitique agite les marchés, la fin des quotas laitiers et la réforme de la PAC sont autant de facteurs d'incertitude pour les producteurs.

Michel Delacroix, DRAAF Haute-Normandie

La réforme de la PAC produit ses premiers effets. En 2014, seule la discipline budgétaire est appliquée, qui se traduit par une baisse de 7 % des aides versées aux agriculteurs haut-normands. Les autres mesures, dont le rééquilibrage des aides, aussi appelé convergence, et le coup de pouce aux petites structures, ou redistribution, se mettront progressivement en place entre 2015 et 2019. Elles devraient entraîner une baisse du montant global des aides versées de 9 % en 2015 et jusqu'à 22 % en 2019, soit 55 millions d'euros de moins au total qu'en 2013.

Recul des rendements de blé en 2014

En agriculture, la météo imprime souvent les tendances. La qualité du blé pâtit de la pluie qui s'invite en août en Haute-Normandie et retarde la moisson. Les producteurs craignent des déclassements en blé fourrager, moins cher que le blé panifiable. Le rendement moyen est en léger recul, à 85 quintaux par hectare contre 87 en 2013, entraînant une baisse de 2 % du volume récolté. Le temps clémente sur le reste du globe permet partout de bonnes récoltes. Conséquence d'une offre abondante, le cours des céréales est orienté à la baisse (figure 1). Ainsi, sur le port de Rouen, entre juillet et décembre, la nouvelle récolte s'échange à 170 euros la tonne en moyenne, soit une baisse de 11 % par rapport à la même période de 2013. En fin d'année, la situation s'améliore cependant pour les blés français. Le contexte géopolitique en Ukraine perturbe l'approvisionnement des ports de la Mer Noire et les cours se redressent. Une parité euro/dollar favorable relance les ex-

portations depuis Rouen, mais elles sont toutefois en recul de 8 % par rapport à 2013. Contrairement à certaines années, les autres productions végétales régionales ne compensent pas les résultats bien moyens des céréales. Pour les pommes de terre, l'augmentation des surfaces au niveau national, conjuguée à une récolte exceptionnelle (49 tonnes par hectare en Haute-Normandie), conduisent à l'effondrement des prix. Entre décembre 2013 et décembre 2014, ils chutent de 74 %. Pour le lin, la quantité est aussi au rendez-vous (7,5 tonnes par hectare), mais l'excès de pluie pendant le rouissage rend la qualité hétérogène.

Le marché du lait de plus en plus mondialisé

Les éleveurs laitiers sont mieux lotis. La campagne 2013-2014 s'achève en mars bien mieux qu'elle n'avait commencé. La nouvelle campagne débute sur un niveau de prix supérieur de 12 % à celui observé en avril 2013 (figure 2). Cette situation favorable se maintient jusqu'à l'automne, entraînant pour la Haute-Normandie une augmentation des livraisons de lait de 4,7 % sur l'année, à 868 millions de litres. Tiré par la demande chinoise, le marché du lait est de plus en plus mondialisé. Les grands pays producteurs comme la Nouvelle-Zélande intensifient leur production. En Europe, la fin des quotas en avril 2015 attise les ambitions. Contrairement à la France qui respecte son droit à produire, l'Allemagne et le Danemark sont prêts à payer des pénalités pour dépasser le leur, plutôt que de ralentir leur production, et l'Irlande envisage de doubler la sienne.

Pourtant en automne, la tendance s'inverse. La Chine réduit ses achats et la Russie met les produits laitiers européens sous embargo. Celui-ci touche surtout les Pays-Bas et pourrait toucher par ricochet le marché communautaire. À quelques semaines de l'échéance, les éleveurs français redoutent donc une surproduction qui entraînerait la chute des cours. La menace est réelle mais ne se confirme pas dans l'immédiat. Tout début 2015, la Chine reprend ses achats et en Nouvelle-Zélande la sécheresse qui s'installe met fin prématurément à la campagne laitière locale.

Le revenu des agriculteurs haut-normands devrait encore baisser

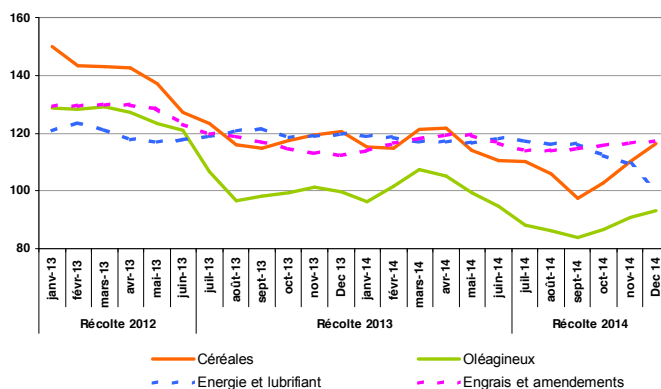
Après une baisse de 22 % du revenu moyen des agriculteurs haut normands en 2013, il faudra sans doute s'attendre en 2014 à une nouvelle baisse (figure 3). Elle devrait cependant être nettement plus modérée, avec des résultats très contrastés selon les productions. Selon les estimations de la commission nationale de comptes de l'agriculture, dans un contexte général de baisse des prix conjugué à la baisse des volumes, le revenu des agriculteurs spécialisés en grandes cultures pourrait diminuer de 40 % au niveau national. En revanche, dans un marché mieux orienté, les éleveurs laitiers verraient leur revenu progresser de près de 30 %. Quant aux polyculteurs éleveurs, qui pour la plupart combinent élevage laitier et grandes cultures, les bons résultats du premier compenseront en partie les mauvais résultats des secondes, leur revenu baissant d'environ 10 %. ■

Pour en savoir plus :

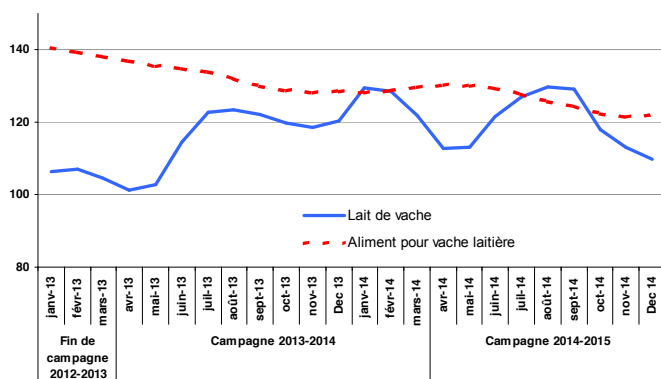
- « À l'aube des grandes réformes » / DRAAF Haute-Normandie ; Michel Delacroix, Elisabeth Borgne -In : Le bilan économique 2013 en Haute-Normandie (Insee) (2014, mai) 24p

www.draaf.haute-normandie.agriculture.gouv.fr

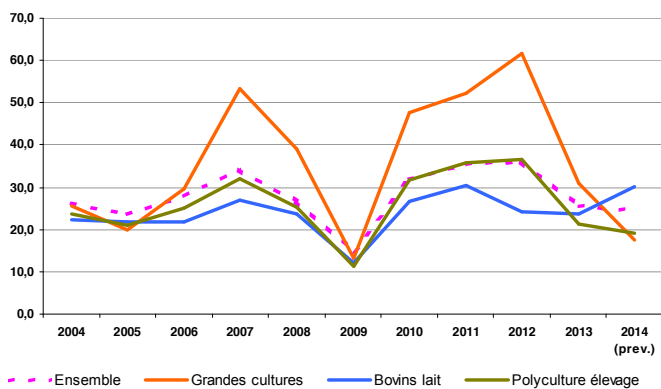
1 Prix des céréales : légère reprise en fin d'année (évolution en indice - base 100 en 2010)



2 Augmentation du prix du lait et baisse du coût de l'alimentation (évolution en indice - base 100 en 2010)



3 Revenu 2014 : des résultats contrastés selon les productions (France)



Construction

Fort repli dans la construction

Après plusieurs années de très forte activité, les autorisations de construire des logements diminuent fortement en 2014. La baisse des mises en chantier de logements est moindre grâce aux autorisations des années précédentes. Les autorisations de construire des locaux d'activité sont également en repli mais avec des situations contrastées selon les secteurs. Les stocks de logements neufs proposés à la vente baissent avec le recul des nouveaux programmes.

Erwan Pouliquen, DREAL Haute-Normandie

Avec 7 700 logements autorisés en 2014, les autorisations de construire en Haute-Normandie sont en forte chute, de 30 % contre 11 % au niveau national (*figure 1*). Cette situation est le contre coup de quatre années assez exceptionnelles qui ont vu les autorisations de construire osciller de 11 000 à plus de 14 000 logements entre 2010 et 2013. Si le constat est le même dans les deux départements, la situation diffère selon le type de logement, la baisse étant plus importante pour les appartements (- 37 %) que pour les maisons (- 23 %). Les logements mis en chantier en région marquent aussi le pas, mais dans une moindre mesure (- 16 %) et avec une tendance plus proche du niveau national (- 11 %). Dans la région, 8 300 logements ont été commencés en 2014, à un niveau supérieur aux autorisations de construire délivrées en 2014, s'expliquant par les très importantes autorisations des années précédentes (*figure 2*). Ce repli des mises en

chantier est plus marqué sur les logements individuels (- 21 %) et dans l'Eure (- 21 %).

Baisse des stocks de logements

Après trois années de très forte hausse des stocks de logements neufs proposés à la vente, le marché s'est régulé (*figure 3*). Ce stock, qui s'élève désormais à 1 700 appartements et maisons, baisse ainsi de 20 %. Cet ajustement s'est fait principalement par le très fort reflux des projets des promoteurs, qui n'ont mis que 700 logements en vente en 2014 contre 1 900 en 2013, soit une baisse de 64 %, contre 13 % en France. Les ventes sont en léger repli de 10 % (4 % au niveau national) mais restent au-delà des 1 000 logements vendus (*figure 4*). Les ventes de maisons ont connu le plus fort recul, ce segment ne représentant plus que 6,5 % des ventes, contre 11 % en 2013.

Baisse des autorisations de construire des locaux d'activité, sauf dans les secteurs de l'artisanat et de l'industrie

En 2014, les autorisations de construire des locaux d'activité baissent de 19 % en Haute Normandie et passent ainsi en deçà de 800 000 m² (*figure 5*). Cette baisse, plus forte qu'au niveau national (- 12 %), est continue depuis 2011. La plupart des secteurs sont en repli, particulièrement les entrepôts, qui avaient connu des volumes d'activités très importants ces dernières années, ainsi que les services publics, qui passent sous la barre des 100 000 m² pour la première fois depuis 15 ans. À l'inverse, deux secteurs marquent une forte hausse, autour de 25 % : l'artisanat et l'industrie. ■

La base de données Sit@del2 rassemble les informations relatives aux permis de construire et aux mises en chantier transmises par les services instructeurs (État, collectivités territoriales).

En matière de logement, les séries d'estimations en date réelle sont produites mensuellement pour évaluer le nombre d'autorisations et de mises en chantier. Elles visent à retracer dès le mois suivant, l'ensemble des événements à leur date réelle. Sur la base des données collectées, les séries intègrent une estimation de l'information non encore remontée. Ces séries sont actualisées chaque mois pour prendre en compte les informations les plus récentes. Les estimations en date réelle corrigent des éventuels défauts de collecte des déclarations d'ouverture de chantier.

Pour les locaux non résidentiels, les séries de surface de plancher en date réelle sont utilisées pour les études structurelles. L'information est restituée selon la date effective de l'autorisation ou de la date de la mise en chantier. Ces séries sont présentées nettes des annulations et ne comportent pas d'estimations : elles minorent donc la réalité, spécialement pour les mois de collecte les plus récents.

Pour en savoir plus :

- « Construction en baisse et stock en hausse » DREAL Haute-Normandie ; Erwan Pouliquen - In : Le bilan économique 2013 en Haute-Normandie (Insee) (2014, mai) 24p

www.insee.fr/fr/regions/Haute-Normandie rubrique Tableaux de bord de la conjoncture

1 Logements autorisés par départementLogements autorisés par département
en %

	Logements en 2014 (nombre)	Évolution 2014/2013	Évolution annuelle moyenne 2013/2008 (1)
Eure	2 100	-35,0	+1,3
Seine- Maritime	5 600	-27,8	+2,4
Haute- Normandie	7 700	-29,9	+2,1
France métropolitaine	356 800	-10,6	-2,5

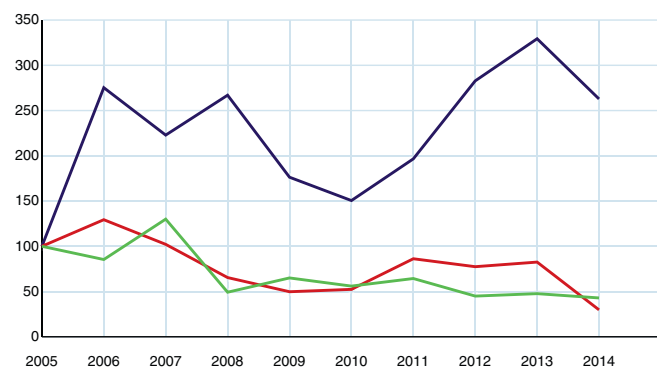
(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle. Les évolutions sont calculées sur données non arrondies.
Champ : France métropolitaine.
Source : SOeS, Sit@del2, estimations à fin février 2015.

3 Évolution de la commercialisation de logements neufs dans la région Haute-NormandieÉvolution de la commercialisation de logements neufs
dans la région Haute-Normandie

- Logements neufs disponibles en fin d'année
- Logements neufs mis en vente
- Logements neufs vendus (réservés)

en indice base 100 en 2005



Note : données brutes.
Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine.
Source : SOeS, enquête ECLN.

5 Construction autorisée de locaux non résidentiels, selon le typeConstruction autorisée de locaux non résidentiels, selon le type
en %

	Haute-Normandie			France métropolitaine		
	Surfaces autorisées en 2014 (milliers de m ²)	Évolution 2014/2013	Évolution moyenne annuelle 2013/2008 (1)	Évolution 2014/2013	Évolution moyenne annuelle 2013/2008 (1)	
Artisanat	39	+26,3	+12,9	+5,2	+42,1	
Bureaux	93	-8,5	+1,5	-22,3	-1,5	
Commerce	99	-7,0	-0,4	-14,1	+0,6	
Entrepôt	182	-36,2	-6,7	+8,3	-6,6	
Exploitation agricole ou forestière	161	-11,3	-13,4	-13,5	-2,0	
Hébergement hôtelier	13	-34,9	+18,6	-16,1	+3,5	
Industrie	102	+24,2	-20,0	-2,0	-14,9	
Service public ou d'intérêt collectif	98	-40,8	+5,4	-19,7	-0,9	
Ensemble	788	-19,1	-6,8	-11,5	-3,1	

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de locaux, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.
Note : données brutes provisoires en date réelle.
Source : SOeS, Sit@del2, estimations à fin février 2015.

2 Logements commencés par départementLogements commencés par département
en %

	Logements en 2014 (nombre)	Évolution 2014/2013	Évolution annuelle moyenne 2013/2008 (1)
Eure	2 200	-21,1	-4,2
Seine- Maritime	6 100	-14,1	+6,2
Haute- Normandie	8 300	-16,1	+2,5
France métropolitaine	342 400	-11,0	+0,1

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle. Les évolutions sont calculées sur données non arrondies.
Champ : France métropolitaine.
Source : SOeS, Sit@del2, estimations à fin février 2015.

4 Vente des maisons et des appartements neufsVentes des maisons et des appartements neufs
en %

	Haute-Normandie			France métropolitaine		
	En 2014 (nombre ou prix en euro)	Évolution 2014/2013	Évolution moyenne annuelle 2013/2008 (2)	En 2014 (nombre ou prix en euro)	Évolution 2014/2013	Évolution moyenne annuelle 2013/2008 (2)
Maisons neuves						
Nombre de ventes (1)	65	-45,8	-7,6	7 263	-17,6	-3,9
Prix moyen par maison	201 747			252 614	+2,0	-0,2
Appartements neufs						
Nombre de ventes (1)	939	-5,6	+0,4	78 558	-2,4	+3,5
Prix moyen au m ²	3 148	-1,9	+2,0	3 862	-0,4	+3,0

(1) : réservations avec dépôt d'arrhes.
(2) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de ventes ou le prix moyen si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.
nd : données non disponibles.
Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine.
Source : SOeS, enquête ECLN.

Tourisme

En 2014, la fréquentation hôtelière, en repli au début de l'été, est relancée en fin de saison

La fréquentation hôtelière est en légère hausse cette année en Haute-Normandie grâce, en particulier, au retour de la clientèle étrangère. La présence française est quant à elle stable dans les hôtels de la région. Les touristes français et étrangers sont venus nombreux en septembre et octobre, mois durant lesquels la météo a été très favorable. La fréquentation dans les campings de la région est restée en 2014 au même niveau qu'en 2013, malgré une météo maussade pendant la saison (de mai à septembre).

Isabelle Demeuzois, Insee Haute-Normandie

En 2014, l'hôtellerie haut-normande enregistre 2 912 000 nuitées, soit une hausse de 0,6 % par rapport à l'année précédente (*figure 1*).

La météo peu favorable n'a pas encouragé les touristes à séjourner en Haute-Normandie pendant les mois d'été (- 3,2 % de nuitées de mai à août 2014 par rapport aux mêmes mois de 2013). Cette baisse est due aux touristes français (- 4,6 % de nuitées françaises pendant la période estivale) et elle est particulièrement sensible pour les hôtels du littoral seino-marin (- 4,0 % par rapport à 2013).

Une saison tardive

En septembre et octobre, le climat quasi estival a incité les touristes, qu'ils soient français ou étrangers, à séjourner à nouveau dans les hôtels de la région (+ 3,7 % de nuitées en septembre-octobre 2014 par rapport à septembre-octobre 2013). Cette tendance est très nette dans les hôtels de la Côte d'Albâtre et de l'agglomération rouennaise (respectivement + 4,1 % et + 9,5 % en septembre-octobre 2014 par rapport aux mêmes mois de l'année précédente).

Sur l'ensemble de l'année, l'augmentation de la fréquentation hôtelière paraît plutôt bénéficier aux hôtels de basse (*figure 2*) et moyenne catégorie (+ 3,2 % pour les 1-2 étoiles et + 3,5 % pour les 3 étoiles),

et moins aux hôtels de haute catégorie (- 1,1 % pour les 4-5 étoiles). De même, les touristes sont venus plus nombreux dans les hôtels de Seine-Maritime cette année (+ 1,8 % par rapport à 2013) et ont moins fréquenté ceux de l'Eure (- 3,8 %).

Classement des hôtels:

Les chiffres concernant les nuitées par catégorie d'hôtels entre 2013 et 2014 doivent être regardés avec beaucoup de prudence. En effet, en 2014, ces hôtels ont continué à se classer massivement auprès d'Atout France, au-delà des mouvements normaux sur le parc. Les évolutions observées en 2014 s'expliquent donc en grande partie par des effets de classement de non-classés.

Nombre de nuitées et chambres dans les hôtels selon la catégorie

	Nuitées		Chambres	
	Évolution 2014/2013		Évolution 2014/2013	
	Haute-Normandie	France métropolitaine	Haute-Normandie	France métropolitaine
1-2 étoiles	+3,2	+0,8	+7,8	+15,1
3 étoiles	+3,5	-0,7	+5,8	+9,4
4-5 étoiles	-1,1	0,0	-1,3	+11,4
Non classés	-12	-9,0	-18,5	-27,5
Total	+0,6	-1,4	-0,2	+1,3

Note : données 2014 définitives. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétroplacées suite au changement de classification début 2014.
Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT).

Le retour de la clientèle étrangère

Tandis que la clientèle française stagne (+ 0,3 % en 2014 par rapport 2013), les étrangers sont venus en plus grand nombre

fréquenter les hôtels de la région (+ 2,1 % par rapport à 2013) et plus particulièrement ceux de la Seine-Maritime (+ 5,8 % par rapport à 2013). Ainsi, la part des nuitées étrangères affiche une légère hausse, de 20,4 % à 20,7 %, même si elle reste, en Haute-Normandie, assez nettement inférieure à la moyenne française de 36,7 %.

Dans la région, huit nuitées étrangères sur dix sont européennes. En 2014, les Italiens et les Espagnols reviennent dans la région (respectivement + 35 % et + 23 % par rapport à l'année précédente). Même si les Britanniques sont un peu moins présents en Haute-Normandie cette année (- 1,2 % entre 2013 et 2014), ils constituent toujours la première clientèle étrangère de la région (trois nuitées sur dix sont anglaises).

Stabilité de la fréquentation dans l'hôtellerie de plein air

L'hôtellerie de plein air en Haute-Normandie comptabilise 629 000 nuitées (*figure 3*), soit une quasi stabilité par rapport à la saison 2013 (+ 0,1 %). En 2014, la présence plus importante des étrangers dans les campings de la région (+ 0,8 % par rapport à 2013) compense le repli des Français (- 0,4 % par rapport à 2013). Ce mode d'hébergement est apprécié des Européens, et en particulier des Néerlandais. En effet deux nuitées sur cinq dans les campings sont hollandaises. ■

Pour en savoir plus :

- « Une année touristique 2013 sauvée par sa saison d'été » / Insee Haute-Normandie ; Isabelle Demeuzois - In : Le bilan économique 2013 en Haute-Normandie (Insee) (2014, mai) 24p
- « Les hôtels hauts-normands davantage occupés le mardi et le mercredi » / Insee Haute-Normandie ; Jean-Philippe Caritg - In : Insee Flash Haute-Normandie n° 7 (2014, septembre), 2p
- « Les touristes étrangers de plus en plus présents dans les hôtels et campings bas-normands » / Insee Basse-Normandie ; Sabrina Leroux - In : Insee Flash Basse-Normandie n° 9 (2014, novembre), 2p

1 Nombre de nuitées dans les hôtels par département

Nombre de nuitées dans les hôtels par département en %

	Nombre de nuitées dans les hôtels			Part de nuitées effectuées en 2014	
	2014	Évolution	Évolution moyenne annuelle	par une clientèle étrangère	
	(en milliers)	2014/2013	2013/2010 (1)		
Eure	592	-3,8	1,7		+17,0
Seine-Maritime	2 320	+1,8	+0,6		+21,6
Haute-Normandie	2 912	+0,6	+0,9		+20,7
France métropolitaine	198 509	-1,4	+1,0		+36,7

Note : données 2014 définitives. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT).

3 Nombre de nuitées dans les campings par département

Nombre de nuitées dans les campings par département en milliers et %

	Nombre de nuitées dans les campings			Part de nuitées effectuées en 2014	
	2014	Évolution	Évolution moyenne	par une clientèle	sur emplacements
	(en milliers)	2014/2013	annuelle 2013/2010 (1)	étrangère	équipés
Eure	137	-1,5	-0,5	50,4	21,9
Seine-Maritime	492	+0,6	+5,0	45,2	27,7
Haute-Normandie	629	+0,1	+3,7	46,3	26,5
France métropolitaine	109 743	+0,3	+1,6	33,4	47,3

Note : données 2014 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014.

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT).

4 Nombre de nuitées dans les campings selon la catégorie

Nombre de nuitées dans les campings selon la catégorie

	Nombre de nuitées en 2014		Évolution 2014/2013	
	(milliers)		(%)	
	Haute-Normandie	France métropolitaine	Haute-Normandie	France métropolitaine
1-2 étoiles	146	16 115	-10,6	0,4
3-4-5 étoiles	436	86 605	5,6	0,6
Non classés	47	7 024	-9,6	-3,8
Total	629	109 743	0,1	0,3

Note : données 2014 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT).

2 Nombre de nuitées dans les hôtels selon la catégorie

Nombre de nuitées dans les hôtels selon la catégorie

	Nombre de nuitées en 2014		Évolution 2014/2013	
	(milliers)		(%)	
	Haute-Normandie	France métropolitaine	Haute-Normandie	France métropolitaine
1-2 étoiles	1 107	53 862	+3,2	+0,8
3 étoiles	1 084	71 935	+3,5	-0,7
4-5 étoiles	365	44 287	-1,1	0,0
Non classés	356	28 426	-12,0	-9,0
Total	2 912	198 509	+0,6	-1,4

Note : données 2014 définitives. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014.

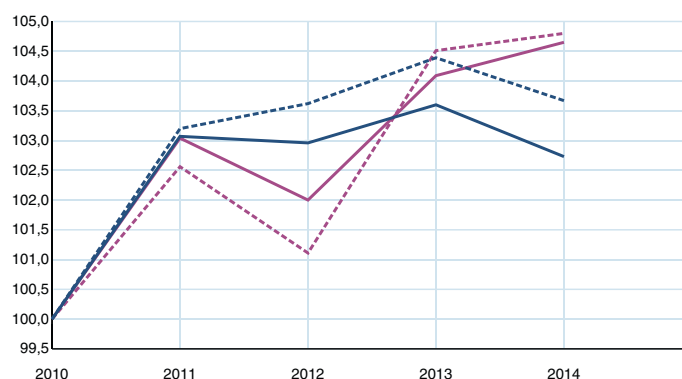
Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT).

5 Évolution des nuitées dans les hôtels et les campings

Évolution des nuitées dans les hôtels et les campings

— Nombre de nuitées - Haute-Normandie
 - - Nombre d'arrivées - Haute-Normandie
 — Nombre de nuitées - France métropolitaine
 - - Nombre d'arrivées - France métropolitaine

en indice base 100 en 2010



Note : données 2014 définitives. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT).

Transport

L'activité portuaire en baisse, malgré le dynamisme des conteneurs

En 2014, l'excellente tenue de l'activité conteneurs ne suffit pas à compenser les baisses des autres trafics des ports haut-normands. La conjoncture économique défavorable conjuguée à la douceur des températures a engendré une moindre demande en produits pétroliers (bruts ou raffinés). L'atonie du secteur du BTP contribue à la diminution des trafics, en particulier dans le transport fluvial. Le nombre de passagers augmente partout. En revanche, le volume de marchandises transportées par la route diminue, tout comme le trafic aérien, en déclin dans la région.

Jean-Philippe Caritg, Insee Haute-Normandie

La conjoncture économique morose rejaillit dans la plupart des secteurs des transports et se combine avec les conditions climatiques de l'année 2014, qui contrarient les récoltes. Ces aléas ont un impact non négligeable sur l'activité de tous les ports haut-normands.

Le trafic de conteneurs à son plus haut au Havre

En 2014, le trafic du port du Havre diminue de 0,6 % en un an, à 67,6 millions de tonnes (Mt), avitaillement inclus (*figure 1*). Les hydrocarbures représentent toujours plus de la moitié du trafic. Néanmoins, la clémence des températures de l'année écoulée et une conjoncture économique défavorable ont pesé sur les importations de pétrole brut, en recul de 2,8 %. Les importations de charbons reculent de 71 % à 0,42 Mt traitées, en lien avec l'arrêt technique de la centrale thermique EDF du Havre.

Le trafic de conteneurs progresse 4,9 % à 26,1 Mt. Il dépasse ses niveaux de 2008 et, en termes d'EVP (Équivalent Vingt Pieds), approche son record de 2007 (2,66 millions contre 2,56 millions en 2014).

Le nombre de croisiéristes augmente à nouveau : + 4,1 % pour 257 700 passagers en 2014. Avec 268 200 passagers, le trafic des ferries augmente peu (+ 0,7 %).

À Rouen, le trafic du port baisse de 3,2 % à 21,7 Mt. Les céréales, première compo-

sante du trafic (le tiers des volumes traités), connaissent un recul limité de 1,3 %. Pour les mêmes motifs qu'au Havre, les autres trafics sont en net repli : les produits raffinés baissent de 7,1 % (à 6,1 Mt), ceux de charbon de 13,6 % et ceux des agrégats de 3,3 %.

Le trafic de conteneurs progresse de 4,2 % à 819 500 tonnes traitées mais diminue de 4,9 % en nombre d'EVP.

Le nombre de passagers est en très forte progression à 48 470 personnes embarquées ou débarquées, soit une hausse de 58,5 % par rapport à l'année précédente.

À Dieppe, l'activité portuaire recule de 5,2 %, à 1,8 Mt. Le fret transmanche (les 2/3 du trafic) recule de 3,1 %. Hors transmanche, les volumes reculent de 8,8 %, essentiellement en raison des trafics liés au colza. Les trafics de niche, tels l'importation de pales d'éoliennes, progressent fortement (+ 36 % à 15 400 tonnes).

Le nombre de passagers augmente pour la 5^e année consécutive : + 3,2 % à 285 400 personnes.

L'atonie du BTP pénalise le trafic fluvial

En 2014, les 13,8 Mt tonnes de marchandises manutentionnées par le mode fluvial correspondent à une diminution du trafic de 5,6 %. La morosité économique, en particulier dans le secteur du BTP, pèse sur les

principaux trafics. Ainsi, les matériaux de construction, première composante du trafic (36 % de l'ensemble du trafic fluvial) diminuent de 15,8 % à 4,9 Mt manutentionnées, soit 922 000 tonnes de moins que l'an dernier. Les produits pétroliers sont eux aussi en fort recul : - 12,9 % à 1,5 Mt. Les produits manufacturés, seconde composante du trafic, reculent de 3,9 %, les produits agricoles augmentent de 21,1 % à 2,1 Mt et les produits chimiques continuent de progresser : + 17,2 % à 1,6 Mt. Le volume de conteneurs diminue pour la seconde année consécutive : - 1,9 % à 205 800 EVP traités.

En 2014, le transport routier de marchandises diminue de 6,2 % à 11 milliards de tonnes-kilomètres transportées. Cependant, le trafic à l'intérieur de la région est en nette progression (+ 6,0 % après + 12,3 % en 2013) à 1,8 milliard de tonnes kilométriques (*figures 2 et 3*).

Le trafic aérien haut-normand diminue d'un cinquième en 2014 (après une chute d'un tiers en 2013) et reste très modeste : 10 800 passagers à l'aéroport du Havre - Octeville et 3 700 à celui de Rouen - Vallée de Seine. Pour l'un comme pour l'autre aéroport, la baisse de fréquentation avoisine les 20 %. ■

Pour en savoir plus :

- « Les conteneurs et les céréales favorisent les trafics portuaires » / Insee Haute-Normandie ; Jean-Philippe Caritg - In : Le bilan économique 2013 en Haute-Normandie (Insee) (2014, mai) 24p

www.portdedieppe.fr ; www.havre-port.fr ; www.rouen.port.fr

1 Trafics des principaux ports hauts-normands en 2014

Trafics des principaux ports haut-normands en 2014

	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Évolution 2014/2013
Le Havre							
Tonnages	74,05	70,50	68,55	64,33	68,01	67,60	-0,6
Passagers	404 900	396 900	544 500	425 100	514 000	525 900	+2,3
Rouen							
Tonnages	23,30	26,70	25,40	21,16	22,39	21,67	-3,2
Passagers	27 510	39 330	40 270	38 620	30 580	48 470	+58,5
Dieppe							
Tonnages	1,70	1,77	1,60	1,84	1,87	1,77	-5,2
Passagers	252 140	254 410	258 340	265 900	276 400	285 400	+3,2

Sources : Grands Ports Maritimes du Havre et de Rouen, Port de Dieppe

Unités tonnages : million de tonnes, %

Unité passagers : nombre, %

2 Transport de marchandises par la route

TRANSPORT DE MARCHANDISES PAR LA ROUTE

En millions de Tonnes-Kilomètres transportées et %

	2013 (millions de Tonnes- Kilomètres transportées)	2014 (p)	Évolution annuelle (%)	Évolution annuelle moyenne (1) sur 5 ans (%)
Entrées dans la région	4 911	4 394	-10,5	-2,4
Sorties de la région	5 122	4 809	-6,1	-3,1
Intérieur de la région	1 722	1 826	+6,0	+3,5
Haute-Normandie	11 755	11 029	-6,2	-1,9
France métropolitaine	254 108	244 678	-3,7	-1,0

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises

Champ : France métropolitaine hors Corse. Données hors transport international

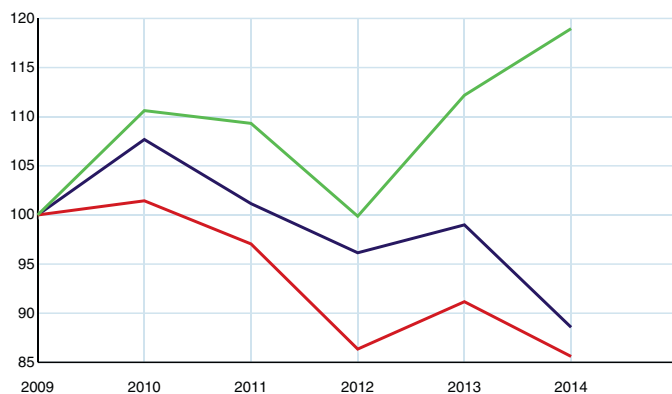
(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le transport de marchandises si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

3 Évolution du transport routier de marchandises dans la région Haute-Normandie

Évolution du transport routier de marchandises dans la région Haute-Normandie

- Entrées dans la région
- Sorties de la région
- Intérieur de la région

en indice base 100 en 2009



p : données provisoires.

Champ : hors transport international.

Source : SOeS, Enquête Transport routier de marchandises.

Définitions

Activité partielle / Chômage partiel

Lorsqu'une entreprise réduit son activité au-dessous de l'horaire légal ou arrête momentanément tout ou partie de son activité et qu'elle n'entend pas rompre les contrats de travail qui la lient à ses salariés, elle peut avoir recours au chômage partiel.

Arrivées (ou séjours)

Nombre de clients différents qui séjournent une ou plusieurs nuits consécutives dans un même hôtel.

Durée moyenne de séjour (hôtellerie, hôtellerie de plein air)

Rapport du nombre de nuitées au nombre d'arrivées des clients hébergés.

Auto-entrepreneur

Le régime de l'« auto-entrepreneur » s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire, et dont l'entreprise individuelle remplit les conditions du régime fiscal de la micro-entreprise et qui opte pour exercer en franchise de TVA.

Catégories de demandes d'emploi établies par Pôle Emploi

La publication des effectifs de demandeurs d'emploi inscrits se fait selon les catégories statistiques suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie, etc.), y compris les demandeurs d'emploi en convention de reclassement personnalisé (CRP) et en contrat de transition professionnelle (CTP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Cessation d'entreprise

Il s'agit de l'arrêt total de l'activité économique de l'entreprise. Il ne faut pas confondre la notion de défaillance

avec la notion plus large de cessation. Les liquidations qui font suite à une défaillance ne représentent qu'une partie, variable avec le temps et le secteur d'activité, de l'ensemble des cessations.

Contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail qui a pour but de donner à des jeunes travailleurs ayant satisfait à l'obligation scolaire une formation générale, théorique et pratique, en alternance, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle, sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique, un titre d'ingénieur ou un titre répertorié.

Contrat d'insertion dans la vie sociale / CIVIS

Le contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS), dans son volet « accompagnement vers l'emploi » a été mis en œuvre en 2005. Il s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans faiblement qualifiés et rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle.

Contrat de professionnalisation

Le contrat de professionnalisation s'adresse à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus et aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus. Il s'agit d'un contrat de travail en alternance à durée déterminée ou indéterminée incluant une action de professionnalisation.

Contrat unique d'insertion / CUI

Créé par la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu minimum de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, le contrat unique d'insertion (CUI) est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2010 (dans les départements d'Outre-Mer entrée en vigueur prévue pour le 1^{er} janvier 2011).

Correction des variations saisonnières / CVS

L'évolution d'une série statistique peut en général se décomposer en effets de trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et une composante irrégulière. La correction des variations saisonnières est une technique que les statisticiens emploient pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composante irrégulière).

Création d'entreprise

La statistique mensuelle des créations d'entreprises est

constituée à partir des informations du répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene). Depuis le 1^{er} janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons : une création d'entreprise correspond à la mise en oeuvre de nouveaux moyens de production. Le champ des créations est le secteur marchand non agricole.

Défaillance d'entreprise

Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre.

Remarque : il ne faut pas confondre la notion de défaillance et la notion de cessation (voir cette dernière définition). Le champ des défaillances est le secteur marchand y compris agricole.

Demandeurs d'emploi en fin de mois / DEFM

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle Emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Demandeurs d'emploi de longue durée / DELD

Les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) sont ceux inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus.

Emploi d'Avenir / EAV

L'emploi d'avenir (EAV) est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics, susceptibles de permettre une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle.

Emploi salarié

Par salariés, il faut entendre toutes les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente. Les non salariés sont les personnes qui travaillent mais sont rémunérées sous une autre forme qu'un salaire.

Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie est effectuée chaque mois sur l'ensemble du territoire métropolitain auprès des hôtels classés de tourisme (1 à 5 étoiles), des hôtels de chaîne et des hôtels non classés. Les enquêtes, obligatoires, sont réalisées par l'Insee en partenariat avec la Direction Générale des Entreprises (DGE). La représentativité de l'enquête est améliorée grâce à une extension de l'échantillon financée par les comités régional et départementaux du tourisme.

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air (campings)

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie de plein air est effectuée de mai à septembre sur tout le territoire métropolitain, auprès des campings classés 1 à 5 étoiles ou non classés

Estimations d'emploi localisées

À partir de 2009, les estimations d'emploi annuelles sont calculées à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées), qui se fondent sur l'utilisation des sources administratives en niveau. Pour les salariés, il s'agit des Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS « grand format ») contenant, en plus des DADS *stricto sensu*, les données du fichier de paye des agents de l'État et celles des particuliers employeurs). Pour les non salariés agricoles, les sources mobilisées sont les fichiers de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et pour les non salariés non agricoles, les fichiers de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS) qui est la Caisse Nationale des Unions de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF).

Hôtellerie de plein air (camping)

Les campings-caravanings classés le sont selon les nouvelles normes Atout France en vigueur depuis juillet 2012. Ils sont classés de 1 à 5 étoiles. Les conditions requises pour ce classement portent sur les équipements communs, les équipements sanitaires, l'accessibilité aux personnes handicapées.

Immatriculations de voitures particulières neuves

L'Insee publie mensuellement le nombre des immatriculations des voitures particulières neuves (hors utilitaires et transit temporaire) permettant ainsi de suivre l'évolution du marché automobile français. Le chiffre brut, communiqué par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) est corrigé des jours ouvrables et des variations saisonnières (CJO-CVS).

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire (ou entreprise de travail temporaire). Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié.

Logement autorisé

Un logement autorisé est un logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement collectif

Logement dans un immeuble collectif (appartement).

Logement commencé

Un logement commencé est un logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des logements collectifs) ou dont les « fouilles en rigole » sont entreprises (cas des logements individuels).

Logement individuel

Un logement individuel est une construction qui ne comprend qu'un logement (maison).

Nomenclature d'activités française / NAF rév. 2, 2008

La nomenclature des activités économiques en vigueur en France depuis le 1^{er} janvier 2008 est la nomenclature d'activités française (NAF rév. 2). La NAF a la même structure que de la nomenclature d'activités de la Communauté européenne (NACE rév. 2) mais elle comporte un niveau supplémentaire, spécifique à la France, celui des sous-classes

Nuitées

Nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées de même que six personnes ne séjournant qu'une nuit.

Pôle Emploi

Pôle emploi est un opérateur du service public de l'emploi. Il est issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assedic qui est devenue effective par la loi du 13 février 2008 relative à la réforme du service public de l'emploi.

Population active (BIT)

La population active dite « au sens du BIT » regroupe la population active occupée et les chômeurs ; ces deux concepts étant entendus selon les définitions du Bureau International du Travail (BIT).

Sit@del2

Sit@del2 est une base de données du système statistique public relative à la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels. Cette base est alimentée par les informations des permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclarations préalables.

Taux de chômage

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (constituée des actifs occupés et des chômeurs). Un taux de chômage par âge se calcule en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec les actifs de

cette classe d'âge.

Taux de chômage (BIT)

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

Taux d'occupation (hôtellerie, hôtellerie de plein air)

Rapport entre le nombre de chambres (emplacements) occupés et le nombre de chambres (emplacements) offerts par les hôtels et campings ouverts. Il diffère du taux d'utilisation qui rapporte le nombre de chambres (emplacements) occupés au nombre de chambres (emplacements) total des hôtels et campings, qu'ils soient ouverts ou fermés.

Coordination	Direction régionale Insee Haute-Normandie
Directeur de publication	Jean-Christophe Fanouillet
Contribution	Directe DRAAF DREAL
Rédactrice en chef	Maryse Cadalanu
Auteurs	Laïla Bentoudja (Directe) Laurent Brunet Jean-Philippe Caritg Michel Delacroix (DRAAF) Isabelle Demeuzois Jean-François Eudeline Erwan Pouliquen (DREAL) Étienne Silvestre
Contact presse	Martine Chéron Tél : 02 35 52 49 75 Martine.cheron@insee.fr
	© Insee 2015

Insee Conjoncture

Haute-Normandie

Des signes d'amélioration encore insuffisants pour l'économie régionale en 2014

Dans un contexte de légère croissance de l'activité mondiale, le PIB de la France progresse de 0,2 % en 2014, soutenue par la demande intérieure mais pénalisée par le commerce extérieur et l'investissement des ménages. L'emploi salarié marchand recule légèrement et le chômage reste quasi stable en moyenne annuelle (10,2 %).

En Haute-Normandie, l'emploi salarié marchand baisse de 0,6 %, une baisse moins forte que les années précédentes. Cette inflexion est due à la forte reprise de la demande d'intérimaires (+ 10,8 %), quand les autres secteurs continuent d'être mal orientés. Le taux de chômage en fin d'année a augmenté de 0,1 point en 2014, une hausse plus contenue qu'au niveau national (+ 0,4 %). La montée en puissance des dispositifs d'emplois aidés comme les emplois d'avenir, a permis l'amélioration de la situation des jeunes sur le marché du travail.

Autre signe encourageant, le nombre de créations d'entreprises rebondit après trois années de baisse. En revanche, les indicateurs d'activité dans la construction sont très négatifs.

Conjoncture n°5 mai 2015

ISSN : 2416-8580

Insee Haute-Normandie
8 Quai de la bourse - CS 21410
76037 Rouen Cedex 1

Directeur de la publication :
Jean-Christophe FANUILLET

Rédacteur en chef :
Maryse CADALANU

ISSN : 2416-8580

© Insee 2015